

Nouvelles routes de la soie : l'Italie se retire de l'accord avec la Chine

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 52 minutes,
Mis à jour il y a 37 minutes



Rome s'est retirée de manière à «maintenir ouvertes les voies du dialogue politique». REMO CASILLI / REUTERS

Avant son arrivée au pouvoir fin 2022, la première ministère Giorgia Meloni avait estimé que cette adhésion était une «grave erreur».

L'Italie s'est retirée de l'accord controversé avec la Chine sur les Nouvelles routes de la soie, quatre ans après l'avoir intégré, a indiqué mercredi une source au sein du gouvernement de Giorgia Meloni. La décision de quitter ce projet pharaonique d'infrastructures maritimes et terrestres lancé par la Chine en 2013 a été communiquée à Pékin il y a trois jours, selon le quotidien italien *Corriere della Sera*. Rome s'est retirée de manière à «*maintenir ouvertes les voies du dialogue politique*», a indiqué une source gouvernementale.

En 2019, l'Italie, ployant sous le poids de sa dette publique, est devenue le seul pays du G7 à participer à ce programme d'investissements massifs de Pékin, décrit par ses opposants comme un cheval de Troie destiné à obtenir une influence politique. Avant son arrivée au pouvoir fin 2022, la première ministère Giorgia Meloni avait estimé que cette adhésion était une «*grave erreur*».

Vers l'amélioration des liaisons commerciales ?

Cet ambitieux projet d'un montant de 2000 milliards de dollars, lancé il y a 10 ans sous l'impulsion du proutident Xi Jinping, vise à améliorer les liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique et même au-delà par la construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports ou de parcs industriels. Ce programme, auquel adhèrent plus de 150 pays selon Pékin, est aussi critiqué à l'international pour l'endettement dangereux qu'il fait peser sur des pays pauvres. L'adhésion de Rome «*n'a pas produit les résultats*» escomptés par la troisième économie de la zone euro, avait jugé en septembre le miniprout italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani.

Le projet, dont l'appellation officielle est l'«*Initiative la ceinture et la route*», a notamment consisté à construire des lignes ferroviaires à grande vitesse sillonnant l'Asie du Sud-Est et à réaliser des travaux massifs de transport, d'énergie et d'infrastructures à travers l'Asie centrale. L'absence de transparence sur les détails de cet accord a alimenté la méfiance des alliés de Rome, alors que Washington et l'Union européenne avaient fait part de leur inquiétude dès 2019. L'accord devait être automatiquement renouvelé en mars 2024, sauf en cas de retrait d'ici la fin 2023.

Le sujet est délicat pour Rome qui cherche à ne pas froisser Pékin pour éviter des représailles contre les entreprises italiennes, affaiblies par la pandémie de coronavirus et souffrant des sanctions adoptées contre la Russie dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine. En mai, Giorgia Meloni avait affirmé qu'aucune décision n'avait encore été prise sur ce sujet, «*qui doit être traité avec beaucoup de prudence*». En septembre, lors du sommet du G20 à New Delhi, elle avait déclaré qu'un retrait de l'Italie «*ne compromettrait pas les relations avec la Chine*».

Les experts ont noté que d'autres grandes économies européennes, comme l'Allemagne et la France, n'ont pas rejoint le projet mais ont conclu d'importants accords commerciaux et d'investissement avec Pékin.

La rédaction vous conseille

- [Nouvelles routes de la soie : la Chine détient plus de 1100 milliards de dollars de créances, selon un rapport](#)
- [L'Europe peine à accélérer sa réponse aux «routes de la soie»](#)
- [Nouvelles routes de la soie : Xi fustige les «sanctions unilatérales» et la «confrontation de blocs»](#)

Sujets

économie Giorgia Meloni Italie